

Questions orales

[Français]

M. Broadbent: Monsieur le Président, le ministre des Finances a dit hier soir que les premiers ministres du Canada, au niveau provincial, ont donné leur appui à l'idée d'une TPS, mais il ne veut pas répéter cette accusation ici, à la Chambre des communes. Il faut que le ministre des Finances parle directement, honnêtement, ici, à la Chambre des communes, et au peuple canadien. Je répète: Le ministre des Finances voudrait-il nommer un premier ministre qui est d'accord avec lui sur cette question, et sinon, il faut parler clairement et retirer ces observations tout de suite.

[Traduction]

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, il est bien évident, je pense, dans le contexte de l'émission d'hier soir, que je faisais allusion aux provinces et, en particulier, aux réunions que j'ai eues avec les ministres des Finances. Je serai donc très précis dans ce que je dirai aux ministres des Finances et dans les remarques que je ferai à leur sujet.

Un ministre des Finances a déclaré qu'il était absolument opposé aux taxes de vente et il s'agit bien évidemment de la province de l'Alberta, qui l'a fait savoir publiquement à maintes reprises. Mais depuis deux ans je discute avec les ministres des Finances des autres provinces, et personne n'a jamais dit qu'il fallait arrêter de parler de cette taxe.

M. Broadbent: Ont-ils dit de l'adopter?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Ils ont reconnu qu'il fallait changer la taxe de vente fédérale pour adopter quelque chose qui ressemble à la taxe sur les produits et services et c'est précisément ce que nous sommes en train de faire.

* * *

LE SÉNATEUR

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, j'adresse ma question au solliciteur général. Nous ne savons plus quoi penser de la volte-face du premier ministre au sujet de l'affaire Cogger. D'après lui, il incombait au Sénat de tenir des audiences et il n'incombait pas au Sénat de tenir des audiences. Il a fait ces deux déclarations après qu'il fut devenu évident que la GRC avait été saisie de l'affaire.

Compte tenu du fait que les appréhensions engendrées par la conduite de ministères et d'agences dans le cas du sénateur Cogger étaient fondées, sans parler du fait que certaines activités du sénateur—peut-être pas criminelles, mais non moins inacceptables—devraient être examinées par le Sénat, puis-je demander au vice-premier ministre si le gouvernement est d'avis que le Sénat devrait faire son travail quand bon lui semblera?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je m'en voudrais de m'immiscer dans les affaires de l'autre endroit. Je suis certain que les sénateurs vont prendre une décision à leur gré.

Je rappelle au député que la GRC enquête sur cette affaire. C'est le sénateur lui-même qui a demandé à ses collègues d'examiner la question, et ils vont prendre une décision dans le cours normal des choses. Je me demande quel aspect de cette procédure trouble à ce point le député.

M. Kaplan: Je suis heureux d'entendre le gouvernement admettre que cette affaire concerne les sénateurs et qu'ils procéderont comme bon leur semble.

Permettez-moi de demander au vice-premier ministre...

M. le Président: J'ai un peu de difficulté à comprendre sur quoi se fonde le député pour demander au gouvernement, à la Chambre, ce que le Sénat fait ou ne fait pas. C'est peut-être une enquête très intéressante, comme c'est souvent le cas, mais je me demande si elle a trait à l'administration du gouvernement. Je vais écouter la question du député.

M. Kaplan: Le Sénat a un représentant au Cabinet qui a adopté une position dans cette affaire au nom du gouvernement. Je voudrais demander au vice-premier ministre, compte tenu de ce que je considère comme une volte-face par rapport à ce que le premier ministre disait hier, si le gouvernement ordonnera à son ministre, le leader du gouvernement au Sénat, de ne pas s'opposer à ce que le Sénat tienne des audiences à son propre rythme.

M. Mazankowski: Je suis convaincu que le leader du gouvernement au Sénat agira selon la coutume. Je trouve vraiment étrange que le député s'inquiète de la chose.

L'opposition a saisi la Chambre de cette question, des mesures ont été prises et elle n'est pas encore satisfaite. Que veut-elle de plus?